

Positionspapier

Initiator*innen: JS Suisse (beschlossen am: 25.08.2022)

Titel: De l'Union européenne à l'internationalisme

Antragstext

1 Ce papier de position développe les positions de la JS Suisse sur l'Europe, et
2 particulièrement sur l'Union européenne (UE). Il veut offrir une analyse des
3 principaux problèmes et proposer des solutions à moyen et à long terme. Ce
4 papier s'appuie sur les papiers de position de la JS « Europe des humains, pas
5 des marchés financiers » (2012), « 10 ans de crise financière mondiale » (2018)
6 et la résolution « Au lieu de l'isolement, l'Europe » (2014) et intègre des
7 développements récents.

8 En tant que parti d'orientation internationaliste, nous savons que la Suisse
9 n'est pas une île mais se trouve au cœur de l'Europe et est étroitement liée aux
10 États membres de l'UE qui l'entourent. Il est donc logique que la JS Suisse
11 prenne une position globale sur l'UE, orientée non pas par des constructions
12 excluantes comme les États-nations mais par le principe « Prolétaires de tous
13 les pays, unissez-vous ». Le PS Suisse est également actuellement en train de se
14 pencher sur sa position vis-à-vis de l'UE et envisage d'éventuels scénarios
15 d'adhésion. Le présent papier entend cependant poser la question de l'Europe et
16 de l'UE de manière plus fondamentale, pour pouvoir la traiter de manière fondée
17 et appuyée sur une vision, au sein du PS comme à d'autres niveaux.

18 La dégradation de la relation entre la Suisse et l'UE, l'effritement de l'UE
19 elle-même et les crises nécessitant une réponse globale telles que la crise
20 climatique ou la crise du coronavirus font qu'il est de notre devoir de traiter
21 le thème de l'Europe.

22 La bourgeoisie et la droite conservatrice suisse, particulièrement l'UDC,
23 s'opposent déjà avec véhémence à ce que l'on traite de ce sujet important :

24 elles s'attaquent sans cesse à l'intégration européenne, avec un certain succès.
25 Les dernières initiatives de l'UDC¹ témoignent d'une politique protectionniste
26 et xénophobe de la droite conservatrice, menée au profit des grandes
27 entreprises, avec de graves conséquences pour la population. Pour un parti
28 antinationaliste et anticapitaliste, le devoir est d'autant plus grand de
29 développer une vision alternative de l'Europe pour s'opposer clairement à
30 l'action destructrice des bourgeois·es et offrir une perspective durable.

31 Ni l'histoire ni le présent de l'Europe unie ne correspondent aux idéaux de la
32 JS Suisse. Après la Deuxième Guerre mondiale et des regroupements tels que la
33 Communauté économique européenne, qui avait également pour but de prévenir de
34 futurs conflits entre les pays européens, quelques États européens se sont
35 réunis en 1993 dans l'Union européenne (UE). En échange d'un marché commun,
36 d'une monnaie commune et de règles et institutions communes, les États membres
37 de l'UE renonçaient à une partie de leur souveraineté nationale. Outre les
38 avantages économiques d'un grand marché intérieur, l'UE a renforcé l'Europe face
39 à des actrice·eurs mondiales·aux tels que les États-Unis et la Chine. La
40 concurrence économique intra-européenne n'a toutefois pas disparu et chaque État
41 a dû s'adapter aux nouvelles règles du jeu. La crise financière de 2008 et ses
42 conséquences ont clairement montré les énormes écarts et le manque de
43 coopération entre les États membres de l'UE.

44 L'UE n'a jamais été un projet global et harmonieux, mais les crises comme la
45 crise financière et économique, le Brexit ou encore la politique migratoire
46 fatale ont eu des répercussions négatives sur la cohésion en son sein. On
47 observe actuellement dans de nombreux pays européens une recrudescence des
48 partis nationalistes d'extrême droite. Les crises, par leurs conséquences et
49 l'échec des institutions européennes à y faire face, ont mené à une politique
50 désastreuse de l'UE dans de nombreux États membres, notamment en matière
51 économique. Avec son régime migratoire verrouillé aux frontières extérieures de
52 l'Europe par l'agence Frontex, l'UE montre en outre son incapacité à se tenir à
53 des principes humanitaires, et l'Union elle-même est devenue, par des problèmes
54 de conception dans d'autres de ses aspects, un projet incapable de se réformer
55 et de s'imposer, ce qui bloque la réparation de tels crimes humanitaires ou une
56 véritable amélioration de la politique de l'UE. Les décisions de sortie comme
57 le Brexit sont des conséquences de ces développements. D'autres États, comme la
58 Hongrie ou la Pologne, profitent de cette décision pour envisager une sortie,
59 tandis que des États du Sud-Est des Balkans attendent toujours leur adhésion.
60 Cette double incertitude démontre l'instabilité de l'UE.

61 La gauche européenne est très divisée sur la question de l'UE. À la JS et au PS
62 aussi, on retrouve cette large diversité de positions concernant l'avenir de
63 l'Europe. Les critiques du néolibéralisme, du militarisme, de l'impérialisme

64 économique et de l'autoritarisme rencontrent l'espoir de la paix, de structures
65 démocratiques supranationales^x et de recherche internationale de solutions aux
66 plus grandes questions de notre temps, comme la crise climatique, le capitalisme
67 ou le patriarcat.

68 Deux questions primordiales s'offrent ainsi à nous : l'État suisse est-il plus à
69 même de nous rapprocher d'une société socialiste que l'UE, et reste-t-il de
70 l'espoir dans le projet de l'intégration européenne ? Les réformes pourront-
71 elles sortir l'UE de ses crises et mener l'Europe vers un avenir socialiste, ou
72 faut-il déclarer l'échec du projet de l'UE pour construire une nouvelle
73 structure supranationale ? En vertu d'un certain rationalisme et d'une certaine
74 urgence politique, on peut partir du principe que, sur la voie d'un monde juste,
75 il est plus difficile de laisser mourir ce qu'il reste aujourd'hui d'Europe unie
76 et de créer quelque chose de nouveau que de la réformer (à court terme). La
77 transformation socialiste est à cet égard l'objectif suprême de la JS.

78 **La JS Suisse propose donc deux processus parallèles :**

79 1. Propositions de réforme transformative de l'Europe actuelle ; (dans le
80 papier : la partie « Cadre institutionnel et politique de l'Union
81 européenne », « l'UE, un marché libre avant tout », « L'UE et la Suisse :
82 entre contrainte, influence et démarcation » et « Crise climatique et UE :
83 un exemple de la nécessité de l'action coordonnée »,

84 2. Tout en renforçant la coopération de la gauche européenne pour préparer la
85 construction d'une nouvelle Europe fédérale et socialiste (dans le papier
86 : « Notre vision à court terme pour une meilleure UE » et « Notre vision à
87 long terme pour une Europe sociale, démocratique et écologiste »).

88 Ce papier se concentre principalement sur la politique intra-européenne en
89 raison de l'évidente tension intra-européenne et de l'importance du
90 développement futur de l'UE. Les conséquences globales des politiques
91 néolibérales, patriarcales et racistes, ainsi que des propositions de solutions,
92 sont traitées dans le papier de position « Halte à l'exploitation du Sud Global
93 » (2019)².

94 **1. Cadre institutionnel et politique de l'Union** 95 **européenne**

96 L'Europe est plus que l'UE. Sur tout le continent, les gens cohabitent car elles
97 et ils partagent des intérêts issus de leur proximité géographique mais qui
98 dépassent le niveau national, comme de bonnes infrastructures, une vie en
99 sécurité ou un environnement sain. Sur le plan institutionnel et politique, on
100 trouve par exemple l'Organisation de coopération et de développement économique
101 (OCDE), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Union de
102 l'Europe occidentale (UEO), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en
103 Europe (OSCE) et le Conseil de l'Europe, qui sont d'autres regroupements d'États
104 (notamment) Européens, mais qui sont loin d'avoir la même importance que l'UE.
105 L'analyse de ce chapitre se limite donc principalement à l'UE.

106 **Institutions de l'UE et fonctionnement juridique**

107 Le Conseil européen est composé des chef·fes d'État et des chef·fes de
108 gouvernement des États membres. Elles et ils se rencontrent quatre fois par an
109 pour prendre des décisions d'orientation pour l'UE. Les décisions les plus
110 sensibles, comme les politiques sociales, étrangères ou fiscales, doivent se
111 prendre à l'unanimité. Si cela assure l'égalité entre tous les États, ce
112 principe de décision priorise également la souveraineté des États sur le bien-
113 être de la population européenne : le veto de certains États a par exemple
114 empêché une réaction humaine à la crise migratoire dès 2015 ou longtemps bloqué
115 l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés.³

116 Le Conseil de l'Union européenne (Conseil des ministres) réunit les ministres
117 des différents États membres (à ne pas confondre avec le Conseil de l'Europe⁴).
118 Ce conseil est responsable de la législation aux côtés de la commission et du
119 parlement. Les modalités d'appointment des ministres représenté·es étant
120 propres aux États, certain·es ne sont pas élu·es par la population de leur État
121 et ont donc une légitimité démocratique critiquable.

122 La Commission européenne représente le gouvernement de l'UE. Les commissaires
123 sont nommé·es par les gouvernements des États de l'UE et élu·es par le Parlement
124 européen. Dans les faits, les commissaires sont lourdement influencé·es par des
125 lobbyistes très active·ifs à Bruxelles, qui représentent en majorité les
126 intérêts des multinationales et des associations commerciales⁵. De plus, seule
127 la Commission a le droit de faire des propositions de projets de loi.

128 Le Parlement européen est élu par les citoyen·nes de l'UE et composé de 751
129 député·es. Ces élections sont nationales, et la dimension européenne est souvent
130 totalement absente des campagnes : les parlementaires européen·nes sont donc
131 élu·es avant tout sur la base d'enjeux nationaux, voir régionaux, plutôt que
132 supranationaux. En outre, la participation est faible (50,66 % en 2019) et les
133 personnes sans citoyenneté européenne ne peuvent pas voter alors même que les

134 politiques européennes, en particulier dans le domaine de l'asile, les
135 concernent directement. Le parlement participe au processus législatif selon le
136 principe de codécision (ou procédure législative ordinaire) : aucun texte
137 législatif ne peut être adopté sans l'approbation du Conseil de l'UE. Le
138 Parlement n'a en outre lui-même aucun droit de proposition législative. Les
139 domaines de compétence du Parlement sont limités : les parlementaires n'ont pas
140 leur mot à dire sur la politique fiscale ou monétaire et n'ont par exemple qu'un
141 pouvoir limité dans les négociations d'accords de commerce internationaux. Le
142 parlement Européen a aujourd'hui clairement trop peu de pouvoir par rapport aux
143 autres institutions de l'UE.

144 Outre les quatre institutions politiques, il existe d'autres organes importants
145 de l'UE. La Cour de justice est la plus haute juridiction de l'UE, et la Cour
146 des comptes européenne est l'organe de contrôle des recettes et des dépenses de
147 l'UE. La **Banque centrale européenne** (BCE) est également importante dans
148 l'organisation de l'UE. Sa mission principale est de garantir la stabilité des
149 prix. Le marché du travail ou les critères sociaux ne jouent aucun rôle dans son
150 travail. La JS exige donc un contrôle démocratique de la Banque centrale
151 européenne et sa mise au service de l'intérêt de la population européenne de
152 manière inconditionnelle.

153 Les **traités européens** (traité sur l'Union européenne (TUE) et traité sur le
154 fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)) sont les accords conclus entre les
155 États membres de l'UE et constituent la base juridique de son fonctionnement. Le
156 reste du droit européen (droit communautaire dérivé) s'appuie sur les traités
157 européens. Ces traités énoncent notamment le principe néolibéral qui contraint
158 l'UE à pratiquer une « économie de marché ouverte où la concurrence est libre
159 »⁶. La JS rejette les principes néolibéraux inscrits dans ces traités. La
160 politique sociale est très peu présente dans les traités européens (Acte unique)
161 : intégrer les actrice·eurs sociales·aux aux négociations et accorder de faibles
162 concessions, surtout en matière de droit du travail, est d'abord un moyen de
163 garantir le développement de l'intégration économique.⁷

164 Il n'est guère possible de modifier ces traités, car tous les États membres
165 doivent approuver une modification.

166 À côté des institutions formelles de l'UE existent des groupements informels
167 d'actrice·eurs qui ont une influence considérable sur la politique européenne
168 tout en échappant aux regards publics et au contrôle démocratique. C'est par
169 exemple le cas de la Troïka, dépourvue de légitimité démocratique, que composent
170 des représentant·es de la BCE, du FMI et de la Commission européenne. Elle a été
171 créée à la suite des manifestations en Grèce menées par le gouvernement Syriza
172 contre les mesures d'austérité de l'UE. En conséquence, la Grèce s'est vue

173 couper les vivres à partir de 2010 afin de mettre son gouvernement de gauche à
174 genoux.

175 Les **agences européennes** sont d'autres organes de l'UE. Elles ne s'appuient pas
176 sur les traités fondateurs de l'UE mais sont créées par les institutions de l'UE
177 pour mettre en œuvre le droit européen. Un exemple connu de ces agences est
178 Frontex, le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, qui fait
179 partie des responsables de la politique anti-humanitaire de l'UE et des États-
180 nations en matière de migration et d'asile.

181 Les agences se voient laisser une pleine autonomie afin que les autres
182 institutions puissent se concentrer sur les "grandes" stratégies économiques et
183 politiques. Le contrôle de leurs activités est censé être assuré par le Conseil
184 européen mais, dans les faits, cela n'aboutit ni à une obligation contraignante
185 de rendre des comptes ni à un contrôle efficace de leur travail. Dans le cas de
186 Frontex, ces contrôles sont même utilisés pour dissimuler les violations graves
187 des droits humains dont l'agence est coupable⁸. C'est une décision politique
188 consciente.

189 Le déficit démocratique de l'UE

190 Il existe un déficit démocratique massif dans les institutions européennes.
191 L'Union européenne est loin d'être une démocratie parlementaire, et cela n'a
192 d'ailleurs jamais été son but : puissants gouvernements néolibéraux, grandes
193 entreprises et lobbying de l'économie privée y travaillent pour la dérégulation
194 économique et non pour les intérêts des peuples européens. Seul le **Parlement**
195 **européen** est élu directement par les citoyen·nes des États membres, dans les
196 limites mentionnées plus haut. Les membres des autres institutions européennes
197 ont une légitimité démocratique variable, voire nulle si elles et ils
198 représentent des pays où la démocratie est remise en question, comme la Hongrie
199 ou la Pologne. Enfin, l'application du droit de l'UE à presque tous les domaines
200 de la politique laisse une faible marge de manœuvre aux pays : la majorité du
201 droit en vigueur dans les États membres est décidé principalement par les
202 ministres regroupé·es au sein du Conseil, court-circuitant ainsi les parlements
203 nationaux en vertu de la priorité du droit européen sur le droit national. Les
204 populations des États membres peuvent ainsi se retrouver soumises à des lois
205 qu'elles ne peuvent pas influencer et qui n'ont pas été adoptées par leurs
206 représentants.

207 Dans cette composition non-démocratique, il arrive que des gouvernements
208 nationaux blâment l'UE pour des mesures néolibérales impopulaires alors qu'ils
209 ont eux-mêmes voté en leur faveur au sein des instances européennes. D'un autre
210 côté, il faut reconnaître que certaines avancées importantes ont été intégrées
211 dans les politiques des États membres par le biais de la législation européenne.

212 La JS Suisse formule donc les revendications suivantes en faveur de la
213 démocratisation de l'UE :

214 - Au sein du Conseil européen, le principe de décision par unanimité doit être
215 totalement aboli en faveur du vote à la majorité qualifiée.

216 - Le Parlement européen doit avoir un droit de proposition législative.

217 - La population européenne doit disposer d'instruments de démocratie directe,
218 comme un droit d'initiative citoyenne contraignante que la Commission européenne
219 serait obligée de traduire en proposition législative. Il doit également être
220 possible pour la population européenne d'exiger des modifications des traités
221 européens.

222 - Les groupements informels et non-démocratiques doivent être dissous.

223 - Les tâches des agences européennes doivent être effectuées par des
224 institutions contrôlables de façon démocratique et des mécanismes de contrôle
225 efficaces doivent être introduits.

226 La gauche en Europe

227 Le rôle de la **gauche en Europe** mérite également toute notre attention. Il a en
228 effet changé au fil du temps et diffère considérablement selon les mouvements et
229 les partis. À l'époque de Schröder et de Blair, à partir des années 90, la
230 social-démocratie a activement fait la promotion du néolibéralisme sous la forme
231 du social-libéralisme. D'autres partis de gauche, comme le Parti socialiste au
232 Portugal ou Syriza en Grèce, se sont activement opposés à l'UE à la suite de la
233 crise financière et ont tenté d'atténuer les conséquences de l'Europe
234 capitaliste à travers leurs politiques économiques nationales. Aujourd'hui, il
235 ne reste que peu de forces de ces mouvements de protestation.

236 La gauche parlementaire au sein de l'UE se présente aujourd'hui ainsi :

237 Les candidat·es au Parlement européen sont présenté·es par les partis nationaux
238 et s'organisent en fractions, dont trois sont plus ou moins orientée à gauche :
239 les socio-démocrates S&D, les verts et les régionalistes G/EFA, et la fraction
240 anticapitaliste de gauche GUE/NGL. Ensemble, ces fractions totalisent 255 des
241 705 sièges. Cela ne correspond cependant pas au nombre réel de parlementaires de
242 gauche, car certains partis au sein des fractions ne suivent absolument pas une
243 politique orientée à gauche. On trouve également quelques éléments de gauche qui

244 n'appartiennent pas à une fraction et ne sont donc pas pris en compte dans ce
245 total. Évidemment, aucune révolution socialiste ne pourra se faire à travers les
246 institutions européennes, mais, s'il est question de transformations sociales et
247 écologiques substantielles, le Parlement européen paraît le mieux placé pour en
248 initier les dynamiques – qui pour l'instant sont au point mort au vu de la
249 faiblesse de la gauche de rupture à l'échelle européenne.

250 Les positions des partis européens de gauche sur l'UE sont disparates et
251 manquent souvent d'ambition et de critique conséquente¹⁰. Les partis socialistes
252 européens soutiennent en grande majorité l'UE et ses institutions, peinant à
253 implémenter des réformes qui limiteraient l'influence des lobbies financiers et
254 commerciaux au profit d'une Europe plus sociale et solidaire. En Angleterre, en
255 Allemagne et au Portugal, l'idéal d'ouverture européen en matière économique est
256 considéré aujourd'hui au sein des partis socialistes comme primant sur les
257 aspects négatifs que la dérégulation a sur les droits des travailleuse·eurs. En
258 revanche, en France, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES)
259 soutient la désobéissance aux traités européens dans le but de défendre "la
260 souveraineté et les intérêts du peuple français", notamment pour permettre plus
261 d'investissements dans les services publics et la transition écologique et "pour
262 réorienter les politiques européennes vers le mieux-disant social et
263 écologique". Ce dernier exemple montre donc que l'unité à gauche est possible
264 même autour de la question européenne, car toute gauche qui se respecte admet
265 désormais le besoin de désobéir aux règles européennes les plus
266 antidémocratiques et ineptes, sans pour autant revendiquer une sortie.

267 La Confédération européenne des syndicats est également un acteur important de
268 la défense des travailleuse·eurs européen·nes, bien que son action se concentre
269 au sein des institutions et qu'elle défende les partenariats sociaux plutôt que
270 la lutte syndicale, or la JS considère que les transformations politiques les
271 plus radicales et nécessaires viennent de la rue et non des parlements.

272 Nous avons besoin d'une gauche unifiée, qui rassemble les partis, les mouvements
273 sociaux et les syndicats en Europe derrière une vision commune. Ce ne sont pas
274 de vulgaires rêveries : des mouvements et des partis comme Momentum en Grande-
275 Bretagne, Syriza en Grèce, 15M et Unidas Podemos en Espagne, La France Insoumise
276 en France, etc. avaient et ont toujours un grand potentiel pour unir les
277 populations de tous les pays européens derrière les idéaux du socialisme. La
278 gauche européenne doit mettre l'accent sur les droits des travailleuse·eurs et
279 la défense des droits fondamentaux. Elle doit aussi s'inscrire dans une ligne
280 internationaliste, car seule la souveraineté des peuples est légitime. Une
281 gauche unie sera également capable de lutter efficacement contre la menace que
282 représente la montée de l'extrême-droite dans de nombreux pays européens comme
283 la France, l'Italie ou la Hongrie.

284 **2. L'UE, un instrument du capital avant tout**

285 Comme nous l'avons vu plus haut, l'UE est avant tout un espace économique
286 capitaliste, dans lequel l'intégration économique des États-nations est au
287 premier plan. Son objectif principal est un développement européen axé sur la
288 concurrence. Les étapes concrètes qui ont suivi la fondation de l'UE ont été le
289 démantèlement des barrières commerciales, la limitation des processus
290 démocratiques liés à la politique économique au sein des États-nations et les
291 privatisations. La politique sociale était et reste tout au plus un domaine de
292 second ordre au sein de l'UE.

293 Le marché intérieur européen est l'objectif principal de l'UE et comprend quatre
294 "libertés" : la libre circulation des marchandises, la libre prestation de
295 services, la libre circulation des capitaux et des paiements, et la libre
296 circulation des personnes. Le problème principal de cette liberté est le
297 bénéfice unilatéral qu'en tirent les grandes entreprises. La libre circulation
298 des personnes représente certes un abaissement des frontières nationales et une
299 réelle avancée dans les droits des citoyen·nes des États membres de Schengen et
300 de l'UE, mais les restrictions nationales, par exemple dans le domaine des
301 prestations sociales, relativisent fortement cette libre circulation des
302 personnes. Cette pression nuit à la protection des travailleuse·eurs au profit
303 des grandes entreprises du monde entier.

304 **Protection des droits des travailleuse·eurs**

305 Au sein de l'Europe, les différences entre les États membres en matière de
306 droits des travailleuse·eurs sont énormes. Ainsi, les salaires sont par exemple
307 deux fois plus élevés au Danemark qu'en Bulgarie. Les États membres dont la
308 productivité est relativement faible ont subi une forte pression sur les
309 politiques salariales et fiscales après l'introduction de l'euro afin de
310 maintenir leur compétitivité.

311 Les différences des coûts de la vie et du travail permettent aux grandes
312 entreprises européennes de maximiser leurs profits : elles produisent meilleur
313 marché dans certains pays, en particulier en Europe de l'Est, en profitant de
314 salaires plus bas, et gardent leur siège social en Europe occidentale,
315 contrôlant ainsi une grande partie de la chaîne de production. Ce processus
316 s'appelle l'intégration verticale de l'économie. En résulte du dumping salarial,
317 ou sous-enchère salariale, qui tire les salaires de toutes les
318 travailleuse·eurs vers le bas s'il n'est pas combattu. En 1996, l'UE a introduit
319 la directive sur les travailleuse·eurs détaché·es afin d'offrir de meilleures
320 conditions de travail aux personnes travaillant dans un autre pays de façon

321 temporaire, qui a été reprise en Suisse sous la forme des mesures
322 d'accompagnement¹¹. Cependant, ce n'est pas suffisant : la protection des
323 travailleuse·eurs en Europe est fragilisée par la baisse du taux de
324 syndicalisation et, dans la plupart des pays européens, la faible couverture par
325 des conventions collectives de travail et la jurisprudence de la Cour de justice
326 européenne en faveur du capital, qui contrecarre quasi systématiquement les
327 actions syndicales pour le respect des droits sociaux.

328 **Politique monétaire : la stabilité de l'Euro avant le bien-être des habitant·es**
329 **de l'Europe**

330 L'introduction de l'euro en tant que monnaie unique a permis d'éliminer les
331 incertitudes liées aux fluctuations des monnaies nationales. Le revers de la
332 médaille est la limitation des politiques économiques nationales. Les États sont
333 contraints de respecter les critères de stabilité de la monnaie unique ; les
334 États membres ont ainsi perdu le droit de s'endetter. Ce manque de liberté a
335 entraîné des situations désastreuses, particulièrement au cours de la crise
336 économique et financière mais également durant la crise du coronavirus. Les
337 États membres ont été contraints de mener une politique d'austérité et ont dû
338 appliquer une politique économique néolibérale, indépendamment des majorités
339 nationales et des besoins de la population, sur le dos des travailleuse·eurs et
340 des plus pauvres. Les pays grands perdants, comme la Grèce, l'Italie, le
341 Portugal, l'Espagne et l'Irlande, ont dû se plier aux coupes sociales, aux
342 privatisations et au démantèlement des droits des travailleuse·eurs. La
343 population portugaise a réussi à s'en libérer. Les grandes manifestations contre
344 la crise ont conduit à une nette progression des deux partis de gauche radicale
345 Bloco de Esquerda et des communistes, qui ont ensuite mené à un gouvernement
346 anti-austérité constitué par le Parti socialiste, de 2015 aux élections de 2022.
347 L'exemple du Portugal montre bien que la gauche européenne doit se mobiliser
348 contre le démantèlement voulu par les mesures néolibérales dans les États-
349 nations et s'unir pour créer une pression. Les protestations sociales émanant de
350 la population d'un État membre peuvent apporter de réelles améliorations et
351 mettre l'UE sous pression.

352 La JS se bat résolument pour les 99 %, donc pour les droits des
353 travailleuse·eurs.

354 Outre la défense de nos droits en Suisse, la lutte internationale contre le
355 néolibéralisme et l'exploitation est également cruciale. Les salaires, les
356 conditions de travail, les assurances sociales et la politique familiale doivent
357 être au centre de la lutte pour une Europe unie. La JS Suisse exige donc une
358 politique salariale et tarifaire coordonnée, ainsi qu'une politique industrielle
359 et de services sociale et écologique.

360 En outre, en Suisse, en Europe et dans le monde entier, une politique fiscale
361 efficace en faveur de la redistribution du capital aux travailleuse·eurs et de
362 la limitation du pouvoir des grandes entreprises est essentielle.

363 Ainsi, la JS Suisse formule les revendications suivantes à court terme pour une
364 politique économique européenne en faveur des 99 % :

- 365 • Les économies des États-nations doivent être libérées du joug de la
366 monnaie unique, et donc de la pression sur les acquis sociaux.

- 367 • Dans le cadre des négociations actuelles avec l'UE, la gauche suisse doit
368 s'engager, en particulier pour l'introduction de la directive sur la
369 citoyenneté européenne, de salaires minimaux et de mesures d'égalité
370 salariale.

- 371 • Harmonisation d'une politique sociale équitable dans toute l'Europe pour
372 surmonter les contraintes néolibérales du système économique européen
373 actuel.

- 374 • Introduction d'un impôt minimal global pour les grandes entreprises.

- 375 • Renforcement du soutien de l'action syndicale et extension automatique des
376 conventions collectives de travail.

- 377 • Les entreprises ayant leur siège social dans l'UE doivent appliquer des
378 normes de travail et environnementales tout au long de la chaîne de
379 production, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

- 380 • Introduction d'un impôt européen sur les revenus du capital et la fortune.

- 381 • Introduction de conseils de travailleuse·eurs à l'échelle de l'UE pour les
382 entreprises opérant dans plus d'un pays.

383 **3. L'UE et la Suisse : entre contrainte,** 384 **influence et démarcation**

385 Par le passé, la gauche suisse s'est beaucoup intéressée à la question de la
386 protection des travailleuse·eurs en conflit avec l'intégration européenne. Dans
387 le cadre de la libre circulation des personnes, des mesures d'accompagnement en
388 faveur des travailleuse·eurs en Suisse ont été introduites en 2004. Elles visent
389 à empêcher le dumping salarial et les conditions de travail abusives. Si elles
390 étaient initialement une reprise du droit européen, elles ont été développées et
391 sont aujourd'hui qualifiées de "discriminatoires" par l'UE, notamment parce que
392 les entreprises européennes ont 8 jours pour déclarer les travailleuse·eurs
393 qu'elles "détachent" en Suisse, contrairement à 4 dans l'UE. Les mesures
394 d'accompagnement ont également permis d'étendre sensiblement le droit des
395 travailleurs et travailleuses dans de nombreuses branches en facilitant le rôle
396 contraignant de certaines conventions collectives. Elles représentent
397 aujourd'hui en Suisse des acquis sociaux qui ne seraient sans elles pas
398 protégés.

399 La Suisse est liée à l'Europe par des traités bilatéraux. Outre l'accord de
400 libre-échange, il s'agit des accords bilatéraux. Après le rejet de l'adhésion à
401 l'Espace économique européen (EEE) en 1992, la population suisse adopte en 2000
402 les Accords bilatéraux I, qui marquent le début de la voie bilatérale, en même
403 temps que les mesures d'accompagnement. Les différents accords des Accords
404 bilatéraux I sont liés entre eux par une clause guillotine¹². Ils sont suivis en
405 2005/2006 par l'élargissement de l'UE vers l'Est et l'introduction des Accords
406 bilatéraux II. Ils comprenaient notamment l'introduction de Schengen/Dublin, ou,
407 dans le cadre des négociations, le « milliard de cohésion ». En 2009, la Suisse
408 dit oui à l'extension de l'UE à la Roumanie et à la Bulgarie et à l'extension
409 des mesures d'accompagnement. En 2014, l'UDC gagne la votation sur son
410 initiative contre l'immigration de masse, qui remet notamment en question la
411 libre circulation des personnes¹³. En 2016, le Conseil fédéral fait savoir au
412 Conseil de l'UE que la demande d'adhésion de la Suisse à l'UE doit être
413 considérée comme retirée. En 2020, l'UDC échoue dans les urnes avec son
414 initiative de limitation, qui aurait eu pour conséquence la résiliation de la
415 libre circulation des personnes.

416 Un autre thème récurrent est l'obligation de reprendre de manière dynamique la
417 jurisprudence européenne en Suisse. De nombreuses jurisprudences sont
418 immédiatement transposées dans le droit suisse, et la Suisse fait ainsi partie
419 intégrante de l'Europe. La Suisse n'a souvent aucune possibilité d'influencer ce
420 droit, ce qui pose un sérieux problème compte tenu de l'orientation néolibérale
421 et anti-migratoire de l'UE. Un éventuel succès d'un référendum en la matière
422 conduirait à une renégociation presque sans espoir ou à la sortie du traité.
423 L'exemple le plus récent est la votation sur Frontex et la discussion sur une
424 éventuelle sortie des accords de Schengen/Dublin.

425 La discussion actuelle sur la relation Suisse-UE a pour toile de fond le fait
426 que le réseau de traités, composé d'une vingtaine d'accords bilatéraux et de
427 plus d'une centaine d'autres traités, n'est plus toléré en raison de l'inertie
428 de sa construction, et que la Suisse s'est elle aussi déclarée favorable à
429 l'uniformisation sous un accord-cadre. Outre l'unification, l'UE exige un
430 mécanisme de règlement des éventuels litiges entre la Suisse et l'UE.

431 En 2021 a été présenté l'accord-cadre institutionnel. Il a été fortement
432 combattu par les syndicats, mais aussi par la droite, notamment en raison des
433 aversions mentionnées. L'accord-cadre aurait considérablement affaibli les
434 mesures d'accompagnement¹⁴ et n'était donc pas suffisant. En voyant
435 l'intransigeance syndicale sur cette question, le Conseil fédéral a préféré, à
436 travers une alliance du PLR avec l'UDC, abandonner toute négociation plutôt que
437 d'entrer en matière sur d'autres points importants pour l'UE mais incompatibles
438 avec les idéaux politique conservateurs de la droite bourgeoise helvétique telle
439 que la directive sur la citoyenneté européenne. Depuis l'échec de l'accord-
440 cadre, l'UE n'est plus disposée à renouveler les relations actuelles avec la
441 Suisse ou à conclure de nouveaux accords. Le non-renouvellement des accords
442 existants d'accès au marché entraîne d'importantes restrictions en matière
443 d'autorisation des produits.

444 De plus, la Suisse ne peut plus s'associer dans les domaines de la formation, de
445 la recherche et de l'innovation, ce qui entraîne des désavantages massifs pour
446 certaines personnes et secteurs. Pour les étudiant·es, en particulier, cette
447 situation est déplorable. Les étudiant·es suisses risquent de perdre le contact
448 avec la recherche actuelle et l'accès aux programme d'échange européens. Cette
449 situation ne peut et ne doit pas devenir permanente.

450 **Sommes-nous dans une impasse ?**

451 La gauche suisse est confrontée à un grand défi. D'une part, la critique de l'UE
452 est justifiée et nécessaire. Il est important de se démarquer de la critique
453 faite par la droite conservatrice : il est indispensable d'inscrire nos
454 critiques de l'UE dans un axe internationaliste cohérent et de ne jamais tomber
455 dans des critiques d'ordre culturel.

456 De plus, il est urgent d'agir : la rupture de la relation avec l'UE se répercute
457 sur l'économie et la société.

458 Parmi les premiers avantages de la Suisse face à l'UE se trouvent les
459 instruments de démocratie directe. Nous bénéficions en outre des mesures
460 d'accompagnement à la libre circulation des personnes. De plus, la Suisse

461 continue dans une certaine mesure de protéger les services publics. Dans l'UE,
462 les aides de l'État sont limitées. En Suisse, en comparaison, de nombreuses
463 institutions sont encore en mains publiques (électricité, transports publics,
464 santé, éducation), mais il faut tout de même reconnaître que la tendance
465 néolibérale au démantèlement des services publics et de l'approvisionnement de
466 base prédomine chez nous.

467 La JS reconnaît que la marge de manœuvre vis-à-vis de l'UE en tant que pays
468 intégré mais non membre est relativement faible. Ainsi, les accords et les
469 reprises de droit peuvent être retardées puis recalibrées au moyen du
470 référendum, mais la Suisse ne peut pas se soustraire à ces directives. Il est
471 malheureusement impossible de se retirer de cet enchevêtrement de dépendances,
472 d'accords et de proximité géographique.

473 **La JS s'engage donc pour un renforcement de l'internationalisme européen au sein**
474 **de la gauche pour exercer une influence sur la politique de l'UE par le biais**
475 **de la lutte ouvrière, des grèves, des stratégies internes à la gauche et des**
476 **coopérations.**

477 **4. Crise climatique et UE : un exemple de la** 478 **nécessité de l'action coordonnée**

479 Étant le principal défi de notre époque, la politique climatique doit aussi
480 trouver une place dans la question européenne. La JS défend clairement le zéro
481 émissions de CO₂ net d'ici 2030, et évalue chaque action en matière de politique
482 climatique par rapport à cet objectif. De plus, la JS revendique clairement le
483 "System Change Not Climate Change" : la lutte contre la crise climatique doit
484 toujours être une lutte anticapitaliste et pour les 99 %, car le capitalisme est
485 le responsable de cette calamité destructrice. L'UE, en tant qu'organisation
486 supranationale, a une responsabilité particulière dans la lutte contre la crise
487 climatique, non seulement parce qu'elle dispose des moyens financiers et
488 techniques nécessaires, mais surtout parce que l'époque où la politique
489 climatique était exclusivement efficace au niveau national est indubitablement
490 révolue. L'Europe, en tant que centre de la prospérité mondiale, porte
491 considérablement plus de responsabilité que le Sud global exploité dans la mise
492 en œuvre de solutions à la crise climatique. Les modes de vie et de production
493 européens, basés sur l'exploitation du Sud global, montrent que l'Europe se doit
494 tout particulièrement de s'impliquer dans la lutte contre la crise climatique.

495 D'une manière générale, on peut reconnaître que, dans le contexte de la
496 politique mondiale, l'UE a jusqu'à présent joué un rôle précurseur dans la lutte
497 contre la crise climatique, mais elle ne va nettement pas assez loin et son ADN

498 néolibéral la rend incapable de stopper la crise climatique en suivant le
499 principe de la justice climatique. Les mesures présentées dans le cadre du Green
500 Deal européen, comme l'échange de droits d'émissions (traité ci-après), la
501 stratégie du "Derisking"¹⁵ ou la taxonomie récemment révisée des activités
502 économiques "respectueuses de l'environnement", continuent à évoluer dans le
503 cadre étroit de l'économie orientée vers le profit et donc de l'exploitation des
504 individus et de leur lieu de vie. Les questions de justice sociale ne sont
505 traitées que de manière marginale.¹⁶

506 Pourtant, la politique climatique de l'UE est aujourd'hui bien plus avancée que
507 celle de la Suisse et de nombreux autres États. Le Green Deal européen, qui fait
508 partie de la politique climatique européenne, doit tracer la voie vers le zéro
509 émissions net en 2050. Dans ce cadre, la Commission européenne a présenté le
510 paquet « Fit for 55 », qui contient des mesures visant à réduire les émissions
511 de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport à 1990.

512 L'instrument principal de la politique climatique européenne est l'échange de
513 droits d'émission. Des droits d'émission¹⁷ sont émis en quantité limitée puis
514 négociés sur le marché. C'est un système auquel la Suisse participe également,
515 et par lequel elle prétend se soustraire à des mesures de protection du climat.
516 Ce système contribue très peu à la réduction des gaz à effet de serre et couvre
517 moins de la moitié des gaz nocifs pour le climat. En revanche, il repose sur une
518 stratégie purement commerciale, qui fait clairement passer le profit avant le
519 bien-être de toutes et tous. Cela ne résout ni les questions d'urgence, ni
520 celles de justice sociale.

521 La récente décision du Parlement européen concernant le règlement sur la
522 taxonomie constitue un développement déplorable de la politique climatique
523 européenne. La taxonomie détermine quelles activités économiques doivent être
524 considérées comme écologiquement durables afin de pouvoir déterminer la
525 durabilité d'un investissement, or, en juillet 2022, le gaz et l'énergie
526 nucléaire ont été ajoutés a posteriori à la liste des possibilités
527 d'investissement durable, ce qui constitue un recul désastreux.

528 Un point important à reprocher à la politique climatique de l'UE est qu'elle
529 continue d'envisager pour l'avenir une gestion privée par des multinationales de
530 l'approvisionnement en énergie. Nous avons besoin d'un contrôle démocratique
531 d'un approvisionnement en énergie durable qui place le climat avant les profits
532 des grandes entreprises.

533 Le transport représente un autre facteur important. Il est responsable d'une
534 grande partie des émissions de gaz à effet de serre. Les accords de libre
535 échange renforcent ces émissions et doivent donc être combattus dans leur forme

536 actuelle (ex. : TTIP/TiSA).

537 Autre moteur de la crise climatique, le secteur agricole est contrôlé par
538 quelques grandes entreprises. Le déséquilibre de pouvoir entre les entreprises
539 et les consommatrice·teurs et travailleuse·eurs est considérable. Il pousse les
540 petites entreprises agricoles hors du marché, viole systématiquement les droits
541 humains et animaux, déclenche des famines notamment en raison de la politique
542 d'exploitation des surfaces agricoles et de la spéculation alimentaire dans le
543 Sud global, et alimente la crise climatique. La politique agricole de l'UE est
544 l'un de ses plus anciens domaines politiques et prend la forme d'une politique
545 agricole commune (PAC). Le Parlement européen a adopté les nouvelles lignes
546 directrices de la PAC pour la période 2021-2027, remettant ainsi fortement en
547 question les objectifs du Green Deal. La politique agricole européenne doit se
548 concentrer sur les petites et moyennes exploitations ainsi que sur les
549 exploitations aux structures diversifiées.

550 En résumé, on peut affirmer que l'UE fait bien trop peu contre la crise
551 climatique. Il est également difficile d'affirmer que la politique climatique
552 actuelle de l'UE, ou une politique climatique plus ambitieuse, aurait la moindre
553 chance auprès de ses États membres. Les États membres favorables au charbon, à
554 l'industrie automobile ou encore le renforcement des partis populistes de droite
555 en Europe représentent d'importants obstacles. Dans la perspective d'une
556 politique climatique anticapitaliste, l'UE, en tant que communauté d'États
557 uniquement focalisée sur l'intégration économique, n'en fera jamais assez. Il
558 faut renforcer considérablement la pression internationale sur les États-
559 nations, mais aussi sur les institutions de l'UE. La politique climatique
560 européenne doit se détacher complètement des principes néolibéraux et suivre les
561 revendications du mouvement pour le climat et les analyses du GIEC. La vie doit
562 passer avant les profits, radicalement et suivant la justice sociale.

563 La JS formule ainsi les revendications suivantes en matière de politique
564 climatique européenne :

- 565 • une augmentation massive des investissements dans les énergies
566 renouvelables et la lutte contre le nucléaire et le gaz.

- 567 • une transition plus rapide et plus efficace des voies de transport vers
568 des systèmes de transport plus respectueux de l'environnement,
569 l'utilisation de technologies plus efficaces sur le plan énergétique –
570 sans pour autant augmenter considérablement la consommation d'énergie – et
571 donc une réduction du besoin de transport international.

572 • une politique agricole respectueuse du climat, avec des investissements
573 dans une transformation de l'agriculture qui contribuent efficacement aux
574 objectifs en matière d'environnement, de protection des animaux et de
575 climat.

576 • un soutien financier et logistique aux pays du Sud global dans la lutte
577 contre la crise climatique et le développement des énergies renouvelables,
578 sans engagement de ces pays en dehors du domaine climatique.

579 **5. Quel avenir proche pour notre relation avec** 580 **l'UE ?**

581 La JS Suisse ne peut éviter de se positionner par rapport à l'UE, non seulement
582 en raison de la situation géographique de la Suisse et de sa dépendance
583 économique, mais aussi parce que notre conviction internationaliste est que nous
584 voulons lutter pour toutes les personnes et pas uniquement pour la population
585 suisse. Trop souvent, les discussions politiques autour de l'UE sont abordées
586 avec un sentiment d'indépendance et de ne pas être concerné·es (on parle de
587 sentiment de « Sonderfall »). Il n'est pas rare que ce sentiment s'inscrive dans
588 un nationalisme qui prévaut chez les représentant·es de l'extrême-droite. Mais
589 la gauche aussi se cache rapidement derrière le rejet de la construction
590 néolibérale, antidémocratique et inhumaine aux frontières qu'est l'UE, empêchant
591 une réelle réflexion sur les approches internationalistes de la transformation
592 politique. Il faut en outre reconnaître que, dans de nombreux domaines, la
593 Suisse n'est pas meilleure que l'Europe unie, comme l'a montré notre analyse.

594 Les grandes lacunes mises en évidence ci-dessus et l'analyse remettent en
595 question l'UE dans son ensemble. Le manque de démocratie, le néolibéralisme et
596 les dysfonctionnements réduisent la volonté de s'engager en faveur de l'UE.
597 Toutefois, les développements néolibéraux se manifestent également en Suisse
598 depuis les années 80, car il s'agit d'un problème global et non spécifique à
599 l'UE. Il est également important de reconnaître que le type actuel de relation à
600 l'UE mène à l'adoption uniquement des règlements néolibéraux et pas des
601 règlements progressistes. La question de l'adhésion mérite donc d'être posée
602 sérieusement : c'est une question à long terme d'internationalisme, qui, comme
603 le montre l'analyse, doit être développée, ainsi qu'une question de solidarité
604 avec l'ensemble des populations européennes, qui ne profitent pas d'un niveau de
605 vie aussi privilégié que le nôtre.

606 La peur au sein de la gauche suisse d'une discussion sur la question d'une

607 éventuelle adhésion à l'UE l'empêche de prendre une position détaillée sur l'UE
608 et la place dans une position attentiste et passive. En tant que JS, notre
609 combat ne devrait pas se centrer sur les modalités de la relation Suisse-UE mais
610 sur la lutte contre le pouvoir des possédant·es et pour une gauche européenne
611 forte et ambitieuse. Nous devons collaborer avec des partis de gauche et des
612 mouvements sociaux de toute l'Europe. Seule une gauche renforcée au niveau
613 européen aura réellement le pouvoir de réaliser nos objectifs, et seule une
614 gauche européenne unie peut développer une vision à long terme pour l'Europe et
615 la façonner ensemble.

616 Ainsi, à court et à moyen terme, nous demandons au Conseil fédéral de défendre
617 les revendications suivantes dans toutes les phases futures des relations
618 diplomatiques entre la Suisse et l'UE :

- 619 1. Politique sociale : adoption de la citoyenneté européenne, extension des
620 compétences de l'UE dans le domaine social ;

- 621 2. Politique économique et financière : imposition des entreprises (reprise
622 de la réforme de l'OCDE à partir de 2023), modification de la
623 jurisprudence en faveur de mesures syndicales et prévention de la
624 concurrence fiscale internationale ;

- 625 3. Protection des salaires : salaires minimums dans toute l'Europe, à moins
626 que des réglementations plus efficaces n'aient été mises en place (comme
627 par exemple dans les pays du Nord), protection des travailleuse·eurs ;

- 628 4. Démocratie : suppression de l'obligation d'unanimité, renforcement des
629 instruments du Parlement, introduction de l'initiative législative¹⁸;

- 630 5. Service public : renversement de la logique de privatisation, suppression
631 de l'interdiction des aides étatiques ;

- 632 6. Politique climatique : neutralité CO₂ d'ici à 2030, une politique
633 climatique rigoureuse n'autorisant ni nucléaire ni gaz dans sa taxonomie
634 et prenant des mesures plus efficaces que l'échange de certificats
635 d'émission ;

636 7. Politique migratoire : reconnaissance du droit d'asile, introduction de
637 l'asile en ambassade et création de voies de fuite sûres, reconnaissance
638 de la clause humanitaire dans l'accord de Schengen/Dublin et élargissement
639 radical des motifs de fuite reconnus

640 Si l'adhésion de la Suisse à l'UE devait être envisagée, la JS considère que le
641 maintien de la démocratie directe et des droits des travailleuse·eurs tels que
642 la protection des salaires et des emplois ainsi que la garantie des services
643 publics (CFF, système énergétique, etc.) constituent des conditions préalables
644 non négociables à une adhésion. Mais la lutte ne s'arrête pas là. L'objectif
645 suprême de la future Europe doit être et reste une vie épanouissante pour
646 tou·tes les Européen·nes, dans le respect de la justice sociale.

647 **6. Notre vision pour une Europe sociale,** 648 **démocratique et écologique**

649 Le *Manifeste de Ventotene* sert de base pour la vision d'une future Europe
650 socialiste. Il esquisse l'idéal d'un fédéralisme européen. Les autrice·eurs de
651 l'époque considèrent que la souveraineté des États-nations est à l'origine de la
652 Seconde Guerre mondiale et appellent donc à la création d'un État fédéral
653 européen par un mouvement révolutionnaire. Le *Manifeste* se base sur des
654 conceptions socialistes et communistes de l'économie. C'est l'une des premières
655 ébauches importantes d'une intégration européenne.

656 La JS s'appuie sur ce manifeste, car elle est internationaliste et rejette
657 fondamentalement le concept de l'État-nation. Cependant, nous reconnaissons les
658 spécificités régionales sur lesquelles une certaine région géographique doit
659 pouvoir prendre des décisions autonomes. En ce sens, la JS rejette la
660 prépondérance actuelle des intérêts nationaux des États membres de l'UE s'ils ne
661 correspondent pas à des intérêts collectifs. Les intérêts des Européen·nes
662 devraient être bien plus représentés et défendus. Nous voulons une Europe
663 sociale, démocratique, féministe, écologiste et antiraciste, et nous pensons que
664 la meilleure façon pour réaliser cette vision est la construction d'une Europe
665 fédérale.

666 En tant que parti socialiste, la JS s'engage à transformer la société. Nous
667 défendons donc l'analyse suivante, issue du *Manifeste* : « La révolution
668 européenne devra être socialiste, c'est-à-dire qu'elle devra permettre
669 l'émancipation des classes ouvrières et la réalisation, à leur profit, de
670 conditions de vie plus humanisées. » La conviction du *Manifeste* comme de la JS
671 est que la condition fondamentale pour une Europe socialiste unie est la

672 création d'un mouvement révolutionnaire européen. Comme l'indique également
673 l'analyse institutionnelle et politique, le seul potentiel réside dans une
674 gauche européenne unie. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus besoin d'une
675 unique organisation qui serait le moteur de la transformation, mais plutôt que
676 tous les mouvements et partis transformateurs doivent unir leurs forces et
677 s'accorder sur une voie et une vision commune. La force de ces mouvements doit
678 lever la paralysie de la gauche des États-nations et offrir une stabilité
679 indépendante des processus internes aux États-nations. C'est pourquoi la JS
680 Suisse considère que son rôle est de créer des liens avec toutes les forces
681 transformatrices européennes, de préparer des revendications communes et de
682 s'organiser pour créer une Europe socialiste. Concrètement, cela signifie :

- 683 • Diffuser notre analyse de l'UE au sein de la YES et défendre notre vision
684 ;

- 685 • Créer des liens avec les organisations et mouvements syndicaux, féministes
686 et écologiques hors de la YES ;

- 687 • Créer des alliances, élaborer des revendications communes et organiser des
688 actions, des manifestations et des grèves à l'échelle européennes.

689 Autre enseignement important du *Manifeste* sur la voie d'une Europe socialiste :
690 « Le pouvoir ne se conquiert et ne se garde pas uniquement pas la ruse, mais par
691 la capacité à répondre de manière substantielle et vitale aux exigences de la
692 société moderne. » Cela signifie que nous devons créer des visions.

693 Une Europe socialiste est une Europe construite dans l'intérêt des 99 %, en
694 harmonie avec la nature. Pour cela, les besoins fondamentaux de toutes les
695 personnes doivent être garantis. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une
696 planification démocratique de l'économie à l'échelle européenne. Cela doit
697 passer par une coordination de plans régionaux ; les structures sociales au
698 niveau local et régional restent donc autonomes. Ces plans devront répondre aux
699 besoins régionaux de façon démocratique et décider de quels biens et services
700 sont produits – et en quelles quantités. Il doit malgré tout également être
701 possible de mener des projets communs à l'échelle du continent. Des institutions
702 démocratiques doivent être créées dans ce but, au sein desquelles des
703 représentant·es de toutes les instances locales peuvent participer aux prises de
704 décisions. Chaque instance locale doit cependant avoir la possibilité de ne pas
705 participer à un projet donné. Ainsi, notre vision reflète en un sens l'objectif
706 d'une Europe fédérale fixé par le *Manifeste de Ventotene*.

707 Pour créer une telle Europe, nous devons transformer fondamentalement la
708 société. En particulier, les transformations suivantes sont nécessaires :

- 709 1. Socialisation les entreprises existantes à partir de 100 employé·es et
710 placement sous le contrôle démocratique des travailleuse·eurs ;
- 711 2. Expropriation de la propriété foncière et redistribution de cette dernière
712 sous condition d'une organisation coopérative et sociale ;
- 713 3. Collectivisation et organisation démocratique des secteurs du travail du
714 care dont les réalités de travail ne sont pas spécifiques aux régions ;
- 715 4. Réduction massive du temps de travail, garantie d'emploi et revenu de base
716 généreux ;
- 717 5. Renforcement conséquent du service public (formation, santé, etc.) et des
718 assurances sociales ;
- 719 6. Abolition de toutes les frontières et libre circulation pour tou·tes ;
- 720 7. Mise en place de structures démocratiques au niveau local, responsables de
721 la planification de l'économie et de l'organisation de la société ;
- 722 8. Création d'institutions démocratiques au niveau européen, permettant la
723 coordination entre les niveaux locaux et la poursuite de projets communs.

724 De l'Europe néolibérale dans un monde capitaliste que nous connaissons
725 aujourd'hui, nous devons construire une Europe sociale dans un monde socialiste.
726 Nous voulons une Europe fédérale, qui respecte les décisions prises de manière
727 démocratique au niveau local tout en permettant la coordination entre ces
728 niveaux et la poursuite de projets au niveau continental. Pour pouvoir y
729 arriver, nous devons construire des liens avec toutes les organisations et
730 mouvements qui luttent pour une transformation de la société. Nous devons

731 élaborer des revendications et des stratégies communes, et nous devons lutter
732 ensemble pour un même objectif : une vie bonne pour tous·tes. En somme, nous
733 devons faire nôtre la conclusion du *Manifeste du Parti communiste* : Prolétaires
734 de tous les pays, unissez-vous !

735 (1) [Initiative « contre l'immigration de masse » \(2014, acceptée\), initiative de](#)
736 [mise en œuvre \(2016, rejetée\), l'initiative contre les droits humains \(2018,](#)
737 [rejetée\) et l'initiative de limitation \(2020, rejetée\).](#)

738 (2) [https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-](https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-sudens/)
739 [sudens/](https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-sudens/)

740
741 [\(x\) placé au-dessus des institutions nationales](#)

742 (3) [https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-](https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unanimite/)
743 [abandonner-le-vote-a-l-unanimite/](https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unanimite/)

744 (4) [Le Conseil de l'Europe ne fait pas partie des institutions de l'UE et se](#)
745 [concentre sur la protection des droits humains. La Suisse en fait partie.](#)

746 (5) <https://transparency.eu/who-has-been-lobbying-the-european-commission/>

747 (6) [Art. 119, traité sur le fonctionnement de l'Union européenne \(https://eur-](#)
748 [lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016E119\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016E119)

749 (7) <https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2018-3-page-7.htm>

750 (8) [https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)
751 [responsabilite-de-frontex/](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)

752 (10) [Par exemple, le Parti socialiste européen \(PSE\), a soutenu l'entrée en](#)
753 [vigueur du traité de Lisbonne alors qu'il garantit que "la concurrence ne soit](#)
754 [pas faussée" et limite le budget de l'UE à 1,27 % du PIB européen, restreignant](#)
755 [de même les possibilités d'amélioration de la vie des citoyen·nes européens.](#)

756 (11) [Les mesures d'accompagnement protègent les conditions de travail en Suisse.](#)
757 [Elles visent à prévenir le dumping salarial et les conditions de travail](#)
758 [abusives. La règle est que toutes les personnes travaillant en Suisse devraient](#)
759 [travailler suivant les conditions suisses. Lorsque des cas de dumping salarial](#)
760 [ou de violations sont découverts, différentes mesures interviennent pour](#)
761 [sanctionner la violation.](#)

762 (12) Une clause guillotine est une clause qui peut être employée pour un paquet
763 d'accords. Elle prévoit que l'ensemble du paquet est invalidé dès lors qu'un
764 accord est brisé ou déclaré invalide.

765 (13) L'initiative contre l'immigration de masse demandait notamment une
766 limitation de l'immigration et du nombre d'étrangère·ers travaillant en Suisse.
767 Ce projet a donné naissance à la "préférence nationale light" qui favorie de
768 manière xénophobe les travailleuse·eurs suisses.

769 (14) Le derisking signifie que le secteur public assume le risque économique des
770 investissements privés afin de les rendre plus attractifs, au lieu de réaliser
771 lui-même des investissements. Le derisking suit donc la logique que la
772 privatisation des bénéfices et de la socialisation des pertes.

773 (15) [https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)
774 [european-green-deal/social-climate-fund_en](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)

775 (16) Le droit d'émettre des gaz à effet de serre, dans le cadre d'une quantité
776 d'émission annuelle supportable pour la planète

777 (17) L'initiative législative permet aux populations de s'opposer à des
778 modifications législatives par le biais de référendums et d'obtenir des
779 modifications constitutionnelles par le biais de référendums. Cela renforce la
780 participation démocratique de la population.